

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

J

Communiqué de presse n° 1 (F)

13 octobre 2008

Discours d'ouverture de Monsieur le Gouverneur **ZORAN STAVRESKI**,
Président des Conseils des Gouverneurs
du FMI et de la Banque mondiale
devant l'Assemblée plénière

**Discours d'ouverture de Monsieur le Gouverneur ZORAN STAVRESKI,
Président des Conseils des Gouverneurs
du FMI et de la Banque mondiale**

M. Strauss-Kahn, Directeur général du FMI, M. Zoellick, Président du Groupe de la
Banque mondiale, Mesdames et Messieurs,

Introduction

Permettez-moi de vous souhaiter à tous la bienvenue à l'Assemblée annuelle 2008 du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale. C'est un grand honneur pour mon pays, la Macédoine, d'assumer la présidence de cette assemblée.

Au moment où l'économie mondiale est confrontée à des difficultés et des bouleversements sans précédent, il est rassurant de constater que les institutions de Bretton Woods ont à leurs têtes des dirigeants dotés d'une expérience et d'un dynamisme sans pareil. Je sais que mes collègues Gouverneurs se joignent à moi pour remercier M. Strauss-Kahn et M. Zoellick de la sagesse avec laquelle, en multipliant les contacts au plan externe et en procédant à un vaste recentrage au plan interne, ils ont dirigé la riposte aux défis auxquels le monde est confronté dans l'immédiat et de longue date. Je suis tout à fait convaincu qu'ils poursuivront ces efforts importants et resteront vigilants pour déceler les nouveaux risques. Les Gouverneurs tiennent aussi à remercier M. Carstens d'avoir présidé avec talent le Comité du développement et M. Padoa-Schioppa d'avoir assuré la présidence du CMFI, ainsi qu'à féliciter M. Youssef Boutros-Ghali d'avoir été choisi comme nouveau Président du CMFI.

Turbulences sur les marchés mondiaux : face aux nouveaux défis, les ripostes doivent fondée sur la souplesse et intervenir en temps utile

Chers collègues,

Les événements de l'année écoulée nous ont rappelé de façon particulièrement frappante la multitude de défis redoutables auxquels est confrontée l'économie mondiale. Nous traversons actuellement l'une des crises financières mondiales les plus graves de notre temps. Ces turbulences financières, conjuguées à la flambée des prix des produits alimentaires et des carburants observée cette année, ont obligé les décideurs à réagir rapidement et avec souplesse. En même temps, il existe d'autres défis — tels que le

changement climatique, l'efficacité de l'aide et la gouvernance des institutions de Bretton Woods — qui restent d'actualité et auxquels il faut impérativement répondre.

Il est vital de mettre à profit les avantages comparatifs du FMI et de la Banque mondiale pour juguler rapidement les menaces immédiates tout en continuant à s'attaquer aux défis actuels. Les institutions de Bretton Woods sont bien placées pour travailler, avec les pays membres et d'autres institutions internationales et régionales, à amortir l'impact des turbulences financières afin d'éviter que la crise ne s'aggrave encore. Au-delà de la riposte immédiate imposée par l'urgence de la situation, il faut aussi améliorer au plus vite la sécurité alimentaire. Cependant, l'ampleur et la complexité exceptionnelles des défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui exigent des institutions internationales, comme le Groupe de la Banque mondiale et le FMI, qu'elles trouvent des solutions rapides et souples pour préserver les acquis de ces dix dernières années en matière de stabilisation macroéconomique et de la lutte contre la pauvreté.

Faire avancer le dossier de la surveillance

La surveillance exercée par le FMI est un outil précieux pour promouvoir la stabilité macroéconomique et financière mais, pour demeurer efficace, elle doit être continuellement actualisée et renforcée en fonction des nouveaux défis qui se présentent. La toute première Déclaration des priorités de la surveillance du FMI met en lumière les principaux éléments des changements macroéconomiques mondiaux sur lesquels doit porter la surveillance. En particulier, elle mentionne à juste titre le risque accru d'une répercussion perturbatrice des turbulences financières sur l'économie réelle ainsi que la vitesse à laquelle se propagent les effets macroéconomiques négatifs. Face à cette évolution, le FMI entend renforcer son analyse des liens macrofinanciers et étendre aux économies avancées l'utilisation des indicateurs d'alerte rapide.

Cette actualisation de la surveillance s'appuie sur d'autres initiatives tendant à faire en sorte que la surveillance soit davantage en phase avec l'évolution de la dynamique macroéconomique mondiale. Les Gouverneurs se souviendront du recentrage de la surveillance des taux de change, par la Décision de 2007 sur la surveillance. Des mesures sont actuellement prises pour assurer un meilleur respect de cette décision et pour améliorer le cadre méthodologique qui la sous-tend. Le FMI devra s'appuyer sur ces acquis — ainsi que sur les résultats de l'examen triennal de la surveillance — et continuer à adapter la surveillance à l'évolution de l'économie mondiale.

Resserrer la collaboration FMI-FSF

Il est également primordial de veiller à ce que la surveillance du FMI ait le plus grand impact possible. À cet égard, nous recommandons l'adoption de mesures tendant à

resserrer la collaboration entre le FMI et le Forum de stabilité financière. Par son rôle directeur dans la surveillance macrofinancière et par son caractère quasi universel, le FMI complète le Forum de stabilité financière, qui a pour vocation de réunir les décideurs des centres financiers les plus importants sur le plan systémique, des institutions internationales et des organismes de normalisation.

Revoir les rôles de prêteur et de conseiller du FMI et du Groupe de la Banque mondiale

Ces dernières années, grâce à l'évolution favorable de l'économie mondiale et à l'amélioration du cadre général de la politique économique des pays, le FMI a reçu moins de demandes de prêts. Dans la situation d'urgence actuelle, toutefois, il doit se tenir prêt à apporter rapidement et en temps opportun une aide financière souple à ses pays membres. À cet égard, nous jugeons encourageant que le Directeur général du FMI ait demandé au Conseil d'administration de mettre en œuvre la procédure d'urgence d'approbation des prêts. Nous jugeons aussi encourageante la détermination du FMI à continuer à adapter ses instruments de prêt en fonction de l'évolution des circonstances. Nous nous félicitons que des instruments novateurs soit actuellement mis en place, notamment la version améliorée de la facilité de protection contre les chocs exogènes, qui fournira plus rapidement un volume d'aide plus élevé aux pays membres subissant un choc, et nous saluons l'idée de créer un nouvel instrument de liquidité pour la prévention des crises. Il y a lieu de mentionner à cet égard que, selon l'examen récent du rôle des financements du FMI dans les pays membres, les facilités du FMI sont utilisées avec souplesse et fournissent aux pays membres l'aide dont ils ont besoin.

L'année dernière, le Groupe de la Banque mondiale a vu la quinzième reconstitution des ressources de l'IDA (IDA-15) atteindre le niveau record de 41,7 milliards de dollars. Ce mouvement a été enclenché par une contribution de 3,5 milliards de dollars du Groupe sur ses propres revenus. C'est une démonstration importante de la confiance que la communauté des donateurs place dans le travail du Groupe de la Banque mondiale. Il est aussi encourageant que le Groupe de la Banque mondiale se soit efforcé cette année de mettre en place des instruments de financement novateurs et d'élargir les options offertes à ses clients. En particulier, nous nous réjouissons de la simplification et de la réduction des charges financières sur les prêts de la BIRD, de l'allongement des échéances maximales et des initiatives tendant à accroître le financement en monnaie nationale et à développer les marchés obligataires locaux.

En outre, nous prenons note avec satisfaction de la forte capitalisation du Groupe de la Banque mondiale et de sa politique prudente de gestion des risques grâce auxquelles il est resté solide et a pu ainsi accroître son financement en réponse à la demande de ses clients. Dans la conjoncture actuelle, on ne saurait sous-estimer le rôle de prêteur du

Groupe de la Banque mondiale. Par ailleurs, il est encourageant pour nous de constater que la Banque mondiale dispose d'une équipe d'experts financiers hautement qualifiés pour aider les pays membres à mieux se préparer aux crises et, lorsque celles-ci se produisent, à y faire face promptement.

L'aide financière n'est qu'un aspect du soutien du FMI et du Groupe de la Banque mondiale à leurs pays membres. Les deux institutions sont aussi de plus en plus sollicitées pour fournir des conseils aux gouvernements qui doivent affronter une conjoncture extérieure plus difficile et gérer des économies en expansion et complexes. À cet égard, le FMI joue le rôle qui est le sien, en aidant les pays à évaluer l'impact macroéconomique de l'envolée des prix des produits alimentaires et des carburants, à concevoir des mesures ciblées pour en atténuer les effets et à calculer les coûts budgétaires de la riposte nécessaire. Le Groupe de la Banque mondiale, quant à lui, a déjà joué un rôle actif en mettant en place la Nouvelle donne pour une politique alimentaire mondiale, qui vise essentiellement – parmi d'autres initiatives – à apporter un soutien au Programme alimentaire mondial pour faciliter l'accès des pauvres à l'alimentation, à accroître les investissements dans la recherche agricole et à obtenir la levée des interdictions d'exporter ainsi que la réduction des subventions et des obstacles au commerce, qui entraînent des distorsions. Le Groupe de la Banque mondiale a établi un Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale, doté de 1,2 milliard de dollars, qui fournit le cadre général d'une réponse globale et rapide. Nous invitons instamment la Banque mondiale à rester engagée dans ce domaine et à fournir des conseils et des financements aux pays les plus nécessiteux en coordination avec les bailleurs de fonds, les parties prenantes et la société civile.

Évolutions régionales

Chers collègues,

Certes, il ne faut pas sous-estimer les risques de dégradation de l'économie mondiale et leur impact sur les Balkans occidentaux, mais notre région est mieux équipée que jamais pour absorber ces chocs. Après dix années de réformes, le rythme rapide de la croissance et le renforcement des institutions nationales augurent bien de l'intégration progressive des États des Balkans occidentaux à l'Union européenne. Le FMI et le Groupe de la Banque mondiale ont été des partenaires précieux à cet égard. Les prêts et les services-conseils du Groupe de la Banque mondiale appuient de plus en plus des activités axées sur l'amélioration du climat d'investissement et des infrastructures, en particulier par le développement des réseaux d'électricité et de transport qui assureront un approvisionnement fiable en énergie et faciliteront le commerce régional. En outre, plusieurs projets visant à faire face au changement climatique et à atténuer les risques de

catastrophe sont en cours d'exécution. J'appelle les gouvernements des États des Balkans occidentaux à œuvrer ensemble à la réussite de ces efforts.

À l'instar de toute la région, la Macédoine a accompli des progrès considérables ces dernières années. La croissance s'est rapidement accélérée ces deux dernières années, la stabilité macroéconomique a été assurée et diverses réformes importantes ont été entreprises. Le programme du gouvernement, « Renaissance en 100 étapes », repose sur une approche multisectorielle englobant des politiques économiques et réglementaires solides dont l'objet est d'améliorer le climat d'investissement, de renforcer le marché de l'emploi, de promouvoir des systèmes d'éducation et de formation de qualité, et de créer un dispositif efficace de protection sociale. Le meilleur classement de la Macédoine selon l'indicateur Pratique des affaires (*Doing Business*) du Groupe de la Banque mondiale s'explique par l'amélioration du climat des affaires rendu possible par des réformes réglementaires audacieuses. En outre, les infrastructures sont en cours de modernisation et d'amélioration, mais de gros investissements additionnels demeurent essentiels pour la croissance économique des années à venir. L'objectif primordial de la Macédoine est de mener à bien le processus d'accession à l'UE et de se rapprocher rapidement des niveaux de revenu des États membres d'une manière qui soit soutenable sur le plan budgétaire, social et environnemental. Pendant cette transition réussie, le Groupe de la Banque mondiale et le FMI ont été des conseillers fiables et dignes de confiance pour la Macédoine, et nous nous réjouissons à l'idée de poursuivre ce partenariat efficace.

Les grands enjeux d'aujourd'hui

Chers collègues,

Aider les pays membres à réagir aux menaces pressantes à court terme ne doit pas détourner le FMI et la Banque mondiale des autres grands enjeux d'aujourd'hui. Les deux institutions renforceront ainsi leur légitimité et leur efficacité, augmentant ainsi leurs chances de succès dans la lutte contre les menaces à court terme.

Cadre stratégique sur le changement climatique

Le Groupe de la Banque mondiale a, à juste titre, soutenu les efforts déployés par les pays en développement pour intégrer des considérations liées au changement climatique dans leurs stratégies de développement fondamentales tout en préservant leur croissance économique. L'examen actuel du Cadre stratégique sur le changement climatique et le développement en témoigne, et permettra au Groupe de la Banque mondiale d'amplifier ses plans et d'encourager davantage la collaboration internationale

sur cet important bien public mondial. Le Groupe de la Banque mondiale a un rôle catalyseur à jouer en aidant à mobiliser des fonds du secteur privé et en complétant les mécanismes de financement existants et nouveaux. Le nouvel instrument de financement établi par le biais des fonds d'investissement climatiques est un pas dans la bonne direction.

Efficacité de l'aide : programme d'action d'Accra

L'augmentation de l'aide aux pays à faible revenu est une autre tâche urgente. L'approbation du Programme d'action d'Accra est notée avec satisfaction, mais on peut en faire plus pour accroître l'efficacité de l'aide. J'engage tous les partenaires au développement à continuer d'aller de l'avant. En particulier, j'encourage les donateurs à continuer de partager leurs bonnes pratiques, d'harmoniser les systèmes de suivi et d'intensifier le renforcement des capacités.

Renforcer la représentation et la participation des pays en développement ou en transition

Le FMI et le Groupe de la Banque mondiale sont des institutions pragmatiques qui doivent s'adapter à l'évolution de l'environnement international. Il est essentiel d'assurer une juste représentation de tous les pays membres et une participation adéquate des pays à faible revenu dans la gouvernance des deux institutions.

En avril 2008, le FMI a approuvé un ensemble novateur de réformes de sa gouvernance qui renforce la représentation des économies dynamiques et la participation des pays à faible revenu. Je vous appelle aujourd'hui, chers collègues, à faire preuve d'initiative pour accélérer l'approbation de ces réformes par vos pays. Compte tenu de la nature particulière de la mission de développement du Groupe de la Banque mondiale, l'examen en cours de propositions concrètes sur la représentation et la participation des pays au sein du Groupe constitue aussi un pas vers le renforcement de la légitimité, de la crédibilité et de la transparence de ses opérations. Nous engageons la Banque mondiale à parvenir aussitôt que possible à un consensus sur un vaste ensemble de réformes.

Mais il reste du travail à accomplir. C'est pourquoi je salue la mise en place d'un comité consultatif conjoint des administrateurs et de la direction du FMI, ainsi que la nomination par le Directeur général d'un Comité de personnalités éminentes, chargé, sous la présidence de Trevor Manuel, d'évaluer la qualité du processus décisionnel actuel du FMI. Par ailleurs, je note avec intérêt les travaux en cours d'exécution au sein du Groupe de la Banque mondiale sur la gouvernance interne, notamment l'annonce récente par le Président de la création d'une Commission de haut niveau, dirigée par Ernesto Zedillo.

Conclusion

Chers collègues,

Cette année a été tumultueuse, sans précédent à bien des égards. L'économie mondiale est en proie à une crise financière aiguë et à une envolée des cours des produits de base, qui sapent la confiance dans un système financier mondialisé et dans le système de commerce ouvert. Les enjeux de la mondialisation sont manifestes, la menace est un retour au protectionnisme et les solutions ne sont pas simples. C'est toutefois des moments de crise que naissent d'excellentes occasions. Nous devons les saisir au travers d'un FMI et d'un Groupe de la Banque mondiale plus efficaces, ainsi que d'un engagement ferme de la part des pays membres en faveur de réformes économiques et politiques difficiles. Pour que le monde relève ce défi, il ne faut pas se contenter de paroles audacieuses mais les faire suivre d'actions encore plus audacieuses.

Sur ces mots, je déclare ouverte l'Assemblée annuelle 2008 du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale.